



Conflit loi travail et Médias - La liberté d'information confisquée par les médias dominants : Un nouveau pas a été franchi lors de la manifestation du 14 juin à Paris.

Depuis le début du conflit en mars sur la loi travail et après plus de sept journées d'actions avec grèves et manifestations jusqu'à la veille du 14 juin, l'ensemble des médias (audiovisuels et écrits) traitaient à la fois les actions, leurs revendications et la mobilisation d'un côté et de l'autre la question des blocages (souvent sous l'angle du désagrément bien sûr), des « violences », des casseurs ainsi que la gestion et la violence opérée par les forces de l'ordre¹ ou contre celles-ci. On pouvait estimer que ces points étaient mal traités, déséquilibrés et orientaient vers un amalgame douteux décrédibilisant le mouvement social au bout du bout, mais il y avait quand même un traitement du fond politique du sujet et de la mobilisation.

Or à partir de la manifestation nationale du 14 juin organisée à Paris, une des plus importantes depuis très longtemps, réunissant pas loin d'un million de manifestants, l'essentiel des médias ne traitèrent cette manifestation que sous l'angle de la violence, des casseurs et surtout « du saccage ou du vandalisme » de l'Hôpital Necker.

L'énorme mobilisation sociale ce jour-là qui fut joyeuse pour l'essentiel, l'aspect revendicatif, combatif et politique des manifestants pacifiques fut complètement dénié et sorti de la réalité médiatique. Ça n'existait plus !

Cela donnait aussi et surtout le sentiment que la manifestation, les manifestants étaient ramenés sur le même plan que les casseurs donc des voyous, et apparentés à « des sauvages ». Tout tendait à montrer les manifestants comme une horde peu civilisée, dangereuse, crierde, archaïque... (« mal éduqués ces ouvriers qui grognent ? »).

Rien que le terme souvent utilisé par les commentateurs « de grogne sociale » est extrêmement péjoratif et renvoie à l'animalité et surtout pas à la pensée politique. (*Le Parisien* titrait le lendemain : « *la manifestation qui dévaste tout sur son passage* »). Mais Je ne développerai pas plus et ne citerai pas ici les innombrables et massifs exemples de ce rouleau compresseur médiatique qui fut organisé et toujours en cours malgré tout. Je ne reviendrai pas non plus sur le traitement réservé à la CGT, ses militants ni sur la caricature de son secrétaire général.

Ce type de traitement médiatique à sens unique, entre autres ce jour-là et le lendemain, est déontologiquement grave, inacceptable et dangereux dans une démocratie.

Cela est-il dû au fait que 95 % de la production journalistique et des médias privés en France sont détenus par une oligarchie politico-économique comprenant au moins 9 milliardaires² et bien sûr favorable, entre autres, à la loi travail ?

Ne faut-il pas parler d'un verrou médiatique³ qui devient également un grave problème pour le bon fonctionnement démocratique ? Il faut, à mon sens, mieux le dénoncer pour le faire sauter.

Pascal.anger@snefpsu.net - le 22/06/2016

¹ Voir aussi par exemple les témoignages sur les violences policières dans le journal *l'Humanité* du 22/06 page 10 ou [ce témoignage d'un sociologue participant](#)

² Ces milliardaires sont Bolloré, Niel, Drahi, Lagardère, Dassault, Bouygues, Arnaud, Pinault, Rabe ... Nous vous renvoyons sur notre site SNEP-FSU [à une cartographie de qui détient les médias](#)

³ Nous vous renvoyons au dossier *Manière de voir* du *Monde diplomatique* : « [Faire sauter le verrou médiatique](#) » d'avril-mai 2016.